C

ML. - 1 - L. 7980/1.

27 JUIL 1962

ROYAUME DE BELGIQUE. Coordination (1) KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 8 juin 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "complétant l'arrêté royal du 23 septembre 1953 organique des Services du Premier Ministre", a donné le 25 juin 1962 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8e juni 1962 door de Eerste-Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot aanvulling van het koninklijk besluit van 23 september 1953 houdende organisatie van de Diensten van de Eerste-Minister", heeft de 25e juni 1962 het volgend advies gegeven :

27.7.62

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Objet du projet.

On ne peut apprécier la régularité du projet qu'après avoir défini avec précision son objet juridique et déterminé de manière exacte la place qu'il vient occuper dans l'ensemble des dispositions assez complexes qui concernent les cabinets des Ministres.

Pour l'ensemble des cabinets des Ministres, ce sont les dispositions de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 et des arrêtés qui l'ont modifié, qui sont d'application. Les articles 2 à 4, dont le texte jusqu'ici n'a pas subi de changement, fixent la composition des cabinets des Ministres. Selon ces articles, "le cabinet ne peut comprendre, en dehors du personnel affecté à la traduction, aux archives, à l'expédition, et des gens de service, que cinq personnes". Il ne peut s'agir, selon ces articles, que d'un chef de cabinet , le cas échéant d'un chef de cabinet adjoint, d'un secrétaire de cabinet, d'un secrétaire particulier du Ministre, d'un ou deux attachés, sans que le nombre total des membres du cabinet excède cinq. Les articles 2 à 4 ne prévoient pas pour l'ensemble des cabinets des Ministres, de "chargés de mission" ou de "conseillers". Pour mettre fin à la contradiction qui s'était établie entre la situation de fait et les dispositions réglementaires sur ce dernier point , un arrêté royal du 24 février 1962 a inséré un article 14bis dans l'arrêté du Régent du 20 juin 1946. Cet article permet

.../...

de déroger à toutes les dispositions de l'arrêté avec "l'accord du conseil des Ministres". C'est lui qui autorise les Ministres à nommer dans leurs cabinets des "chargés de mission" et des "conseillers", et à fixer leur traitement.

Des règles particulières ont été fixées pour les cabinets du Premier Ministre. L'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 23 septembre 1953, modifié par l'arrêté du 15 mai 1957, habilite le Premier Ministre à nommer dans les cabinets qui l'assistent, "le nombre de chargés de mission, de conseillers ... qu'il juge indispensable".

Des décisions individuelles fixant le traitement ou l'indemnité d'un chargé de mission ou d'un conseiller d'un cabinet du Premier Ministre peuvent être prises en exécution de l'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 25 septembre 1953 car, incontestablement, à notre époque, la nomination à de telles fonctions entraîne normalement l'octroi d'une rémunération. Ces décisions peuvent faire l'objet d'un arrêté du Premier Ministre ,sauf dans le cas où une disposition réglementaire prescrirait l'intervention du Roi. Par exemple, en raison de ses termes généraux, l'article 4 de l'arrêté du Régent du 29 mars 1950 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques payées par le Trésor au personnel des administrations de l'Etat semble bien impliquer que l'octroi d'une indemnité à un agent de l'Etat nommé chargé de mission ou conseiller au cabinet d'un Ministre doit se faire par arrêté royal.

.../...

Le projet ne constitue ni une mesure d'exécution de l'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 23 septembre 1953, ni une mesure d'exécution de l'article 14bis de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946. L'article nouveau contenu dans le projet tend, au contraire, à fixer par la voie de dispositions organiques de nature réglementaire le traitement et les indemnités des chargés de mission et conseillers des cabinets du Premier Ministre.

II. Formalités prescrites.

L'objet juridique du projet étant précisé, on constate qu'il devrait être soumis à certaines formalités qui n'ont pas été accomplies.

1° Le projet doit être soumis à la consultation syndicale.

En effet, il résulte de l'article 1er, 1°, a, de l'arrêté royal du 20 juin 1955 que bénéficient du statut syndical les membres des cabinets ministériels qui appartiennent à une administration soumise à ce statut. Tel est le cas des agents de l'Etat indiqués à l'article 1erbis, a, et d'une partie des "personnes, non-agents de l'Etat qui sont rétribuées par le Trésor ou un organisme d'intérêt public" indiquées à l'article1erbis, c.

.../...

2° Le projet doit également être soumis à des formalités de "contrôle administratif et budgétaire".

a) En raison des termes très généraux de l'article 6 de la loi du 20 juillet 1921 instituant la comptabilité des dépenses engagées, le projet tombe sous l'application de cette disposition, qui prescrit le contreseing du Ministre des Finances. L'arrêté du Régent du 20 juin 1946 a été contresigné par tous les Ministres. Les arrêtés des 13 juin 1954, 6 mars 1954, 9 septembre 1952, 27 mars 1961, 23 février 1962, qui ont modifié l'arrêté du Régent du 20 juin 1946, ont tous été contresignés par le Ministre des Finances.

b) Comme, en droit, le projet est de nature "à entraîner des dépenses nouvelles", il doit, en vertu de l'article 6, 2, de l'arrêté royal du 5 octobre 1961, être soumis à l'accord du Ministre des Finances.

L'arrêté royal du 5 octobre 1961 établit une distinction entre l'accord du Ministre des Finances qu'il prescrit et qui doit être préalable, et le contreseing du Ministre des Finances prévu par l'article 6 de la loi du 20 juillet 1921.

L'article 24 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 impose d'ailleurs de mentionner au préambule de l'arrêté, avec référence à sa date, l'accord du Ministre des Finances.

.../...

c) L'accord du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, qui a l'administration générale dans ses attributions, est, lui aussi, requis. En effet, l'article 8, 3, de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 impose cette dernière formalité pour "l'établissement des règles organiques en matière d'allocations, d'indemnités ou d'avantages en nature à charge du Trésor".

Le projet a sans doute été soumis à l'avis des Ministres réunis en conseil. Mais, selon les dispositions en vigueur, cet avis ne dispense de l'accomplissement d'aucune autre formalité. Et cet avis n'implique pas nécessairement par lui-même l'accord du Ministre des Finances ou l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions. Il arrivera sans doute fréquemment que la délibération en conseil des Ministres révélera l'accord du Ministre des Finances ou du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions. Mais il n'empêche que le fait doit être vérifié dans chaque cas.

Les formalités de contrôle administratif et budgétaire sont sans doute prescrites dans l'intérêt exclusif de l'administration. La validité juridique de l'acte ne dépend pas de leur respect. C'est ce que le Conseil d'Etat, section de législation, a rappelé dans son avis sur le projet devenu l'arrêté royal du 5 octobre 1961. Cependant, la considération que l'omission des formalités prescrites par cet arrêté n'est pas de nature à entraîner l'annulation d'un acte, ne dispense évidemment pas le Gouvernement de se conformer aux prescriptions établies. On pourrait peut-être estimer que les formalités prescrites par l'arrêté royal du 5 octobre 1961 aboutissent, en s'ajoutant au contreseing du Ministre

des Finances prescrit par l'article 6 de la loi du 20 juillet 1961, à instituer des procédures administratives trop complexes et trop lourdes. Si le Gouvernement en jugeait ainsi et estimait souhaitable de rendre ces procédures plus simples, il lui incomberait de modifier à cet effet les dispositions actuellement en vigueur.

III. Présentation des textes.

Le projet tend à modifier le texte de l'arrêté royal du 23 septembre 1953 organique des services du Premier Ministre en insérant dans cet arrêté un article 1erbis.

1° L'intitulé de l'arrêté royal du 23 septembre 1953 n'était pas exact puisque, dès l'origine, cet arrêté contenait exclusivement des dispositions relatives au cabinet du Premier Ministre et au secrétariat du conseil des Ministres. Cet arrêté était donc loin de pourvoir à l'organisation de l'ensemble des services du Premier Ministre.

Pour mettre fin à l'anomalie qui vient d'être relevée dans la présentation des textes, il serait souhaitable de compléter le projet par une disposition qui donnerait un intitulé exact à l'arrêté royal du 23 septembre 1953. Il serait souhaitable aussi d'abroger de manière expresse les articles 2 et 3 de ce dernier arrêté, qui ont été abrogés implicitement par l'arrêté royal du 9 décembre 1954 portant modification des cadres du personnel des services du Premier Ministre (Moniteur belge du 17 décembre 1954).

.../...

2° Comme le Conseil d'Etat, section de législation, l'avait déjà suggéré dans son avis préalable à l'arrêté royal du 23 septembre 1953, il se recommanderait de regrouper les arrêtés relatifs aux services du Premier Ministre. Il suffit de prendre connaissance des arrêtés du 28 décembre 1953 portant fixation du cadre organique des services du Premier Ministre, du 3 février 1961 portant organisation des services du Premier Ministre, du 2 mai 1961 réglant l'exercice de l'autorité ministérielle sur les services du Premier Ministre, complété par l'arrêté royal du 13 décembre 1961 instituant un service de maître général des stages, pour constater combien les textes relatifs aux services du Premier Ministre sont dispersés et combien ils manquent de concordance. Une refonte de ces textes serait fort souhaitable.

3° La présentation des dispositions relatives aux cabinets des Ministres laisse aussi à désirer. Certaines dispositions relatives aux membres des cabinets du Premier Ministre font partie de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946, tandis que d'autres sont insérées dans l'arrêté royal du 23 septembre 1953 que le projet tend à compléter.

Les dispositions de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 ne sont manifestement plus adaptées aux besoins actuels, puisque l'article 14bis, inséré dans cet arrêté par l'arrêté royal du 23 février 1962, permet de déroger, moyennant "l'accord du conseil des Ministres", à toutes les dispositions de l'arrêté.

Une revision des textes relatifs aux cabinets des Ministres semble donc se recommander également.

\+

\+ \+

.../...

Le projet appelle également quelques observations de forme.

En conséquence des observations indiquées, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE ROYAL DU 23 SEPTEMBRE 1953 ORGANIQUE DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 déterminant la composition et le fonctionnement des cabinets ministériels;

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1953 organique des services du Premier Ministre, modifié par l'arrêté royal du 15 mai 1957;

Vu l'arrêté royal du 9 décembre 1954 portant modification des cadres du personnel des services du Premier Ministre;

Considérant que les dispositions de l'arrêté royal du 23 septembre 1953 actuellement en vigueur concernent exclusivement les cabinets du Premier Ministre et qu'il convient de modifier en conséquence l'intitulé dudit arrêté;

.../...

Considérant qu'il convient également d'abroger de manière expresse les articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 23 septembre 1953, qui ont déjà été abrogés implicitement par l'article 1er de l'arrêté royal du 9 décembre 1954;

Considérant qu'il y a lieu de fixer les indemnités des chargés de mission et des conseillers des cabinets du Premier Ministre;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'accord du Ministre des Finances, donné le ... ;

Vu l'accord du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, donné le ... ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

Article 1er.-

L'intitulé de l'arrêté royal du 23 septembre 1953 organique des services du Premier Ministre est remplacé par le texte suivant : "Arrêté royal relatif aux cabinets du Premier Ministre".

Article 2.-

L'article 2 de l'arrêté royal du 23 septembre 1953 relatif aux cabinets du Premier Ministre est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2. La rémunération des chargés de mission et des conseillers des cabinets du Premier Ministre est fixée comme suit : .

1° s'ils sont agents de l'Etat, ils continuent à bénéficier de leur traitement et reçoivent, en outre, une indemnité de cabinet qui ne peut dépasser celle qui est accordée au chef de cabinet adjoint par l'article 10 de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 déterminant la composition et le fonctionnement des cabinets ministériels;

2° s'ils ne sont pas agents de l'Etat, ils reçoivent une indemnité tenant lieu de traitement fixée dans les limites de l'échelle attribuée au grade de conseiller commun à plusieurs Ministères.

.../...

Par dérogation à l'alinéa 1er, 2°, et avec l'accord de l'autorité dont ils relèvent, les chargés de mission et les conseillers des cabinets du Premier Ministre qui, sans être agents de l'Etat, sont déjà rétribués par le Trésor public ou par un organisme d'intérêt public, continuent à bénéficier de leur traitement et reçoivent, en outre, une indemnité de cabinet.

L'indemnité de cabinet ne peut dépasser celle qui est accordée au chef de cabinet adjoint par l'article 10 de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946. Le traitement dont l'intéressé continue à bénéficier est remboursé au service dont il fait partie sans que le montant du remboursement puisse dépasser le maximum de l'échelle du grade de conseiller commun à plusieurs Ministères. La somme nécessaire à cet effet est imputée sur le budget des services du Premier Ministre".

Article 3.-

L'article 3 de l'arrêté royal du 23 septembre 1953 relatif aux cabinets du Premier Ministre est abrogé.

Article 4.-

Le présent arrêté produit ses effets le 1er mai 1961.

.../...

Article 5.-

Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Premier Ministre,

Le Ministre des Finances,

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Doel van het ontwerp.

Het ontwerp kan eerst dan op zijn regelmatigheid worden getoetst als nauwkeurig is uitgemaakt, welke juridische strekking het heeft en welke plaats het onder de vrij complexe bepalingen betreffende de ministeriële kabinetten zal innemen.

Voor het geheel van de ministeriële kabinetten gelden de bepalingen van het besluit van de Regent van 20 juni 1946 en van de besluiten die het hebben gewijzigd. De artikelen 2 tot 4 van genoemd besluit, waaraan tot nog toe niets is veranderd, geven de samenstelling van die kabinetten aan. Volgens die artikelen "mag het kabinet, benevens het voor vertaling, archieven en verzending gebezigde personeel, alsmede het dienstpersoneel, slechts uit vijf personen bestaan" en mogen dit alleen zijn een kabinetschef, eventueel een adjunct-kabinetschef, een kabinetssecretaris, een particuliere secretaris van de Minister en één of meer attaché's, met dien verstande dat er in totaal niet meer dan vijf kabinetsleden mogen zijn. "Opdrachthouders" of "adviseurs" voor ministeriële kabinetten in 't algemeen kennen die artikelen niet. Om de op dat punt ontstane tegenspraak tussen de feitelijke

.../...

toestand en de verordeningsbepalingen op te heffen, heeft een koninklijk besluit van 24 februari 1962 in het besluit van de Regent van 20 juni 1946 een artikel 14bis ingevoegd, volgens hetwelk "met het akkoord van de Ministerraad" van alle bepalingen van dat besluit kan worden afgeweken. Op grond van dàt artikel kunnen de Ministers in hun kabinet "opdrachthouders" en "adviseurs" benoemen en hun wedde bepalen.

Voor de kabinetten van de Eerste-Minister zijn bijzondere regelen gesteld. Zo heeft artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 23 september 1953, gewijzigd bij besluit van 15 mei 1957 de Eerste-Minister bevoegdheid gegeven om in de kabinetten die hem bijstaan "het door hem onontbeerlijk geachte aantal opdrachtgelastigden, adviseurs" te benoemen.

Ter uitvoering van artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 25 september 1953 kunnen individuele beslissingen de wedde of de vergoeding van een opdrachthouder of adviseur van een kabinet van de Eerste-Minister vaststellen, want het valt niet te betwisten dat benoeming tot zulke ambten ten huidigen dage normaal bezoldiging meebrengt. Die beslissingen kunnen worden genomen bij besluit van de Eerste-Minister, tenzij een verordeningsbepaling daartoe het optreden van de Koning mocht eisen.

Zo lijkt in het in algemene bewoordingen gestelde artikel 4 van het besluit van de Regent van 29 maart 1950, houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard door de Schatkist

.../...

aan het personeel der Rijksbesturen uitgekeerd, besloten te liggen, dat het toekennen van een vergoeding aan een Rijksambtenaar die in een ministerieel kabinet tot opdrachthouder of adviseur is benoemd, bij koninklijk besluit moet geschieden.

Het ontwerp is geen maatregel ter uitvoering van artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 23 september 1953 en evenmin van artikel 14bis van het besluit van de Regent van 20 juni 1946. Het nieuwe artikel erin bedoelt integendeel, de wedde en vergoedingen van de opdrachthouders en adviseurs van de kabinetten van de Eerste-Minister bij wege van organieke verordeningsbepalingen vast te stellen.

II. Vormvoorschriften.

Nu de juridische strekking van het ontwerp duidelijk is aangetoond, constateert men dat een aantal verplichte formaliteiten terzake niet zijn vervuld.

1° Het ontwerp moet aan syndicale raadpleging worden onderworpen.

Uit artikel 1, 1°, a, van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 blijkt immers, dat de leden van de ministeriële kabinetten die tot een aan het syndicaal statuut onderworpen bestuur behoren, het voordeel van dat statuut genieten. Dit is het geval met de in artikel 1bis, a, van het ontwerp vermelde Rijksambtenaren en met een deel van de in artikel 1bis, c, bedoelde "personen die geen Rijkspersoneelsleden zijn en bezoldigd worden door de Schatkist of door een organisme van openbaar nut".

.../...

2° Het ontwerp is ook ter zake van "de administratieve en begrotingscontrole" aan een aantal formaliteiten te onderwerpen.

a) Het valt onder het in zeer algemene bewoordingen gestelde artikel 6 van de wet van 20 juli 1921 tot instelling van de boekhouding der betaalbaar gestelde kredieten, dat medeondertekening door de Minister van Financiën voorschrijft. Het besluit van de Regent van 20 juni 1946 is medeondertekend door alle Ministers. Ook de besluiten van 13 juni 1954, 6 maart 1954, 9 september 1952, 27 maart 1961, 23 februari 1962, die het besluit van de Regent van 20 juni 1946 hebben gewijzigd, zijn alle door de Minister van Financiën medeondertekend.

b) Aangezien het ontwerp in rechte "nieuwe uitgaven" kan meebrengen, moet het ingevolge artikel 6, 2, van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961, bovendien aan de Minister van Financiën voor akkoord worden voorgelegd.

Het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 maakt een onderscheid tussen het daarin voorgeschreven akkoord van de Minister van Financiën, dat vooraf gegeven moet zijn, en de medeondertekening door die Minister, als bepaald in artikel 6 van de wet van 20 juli 1921.

Artikel 24 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 legt trouwens de verplichting op, het akkoord van de Minister van Financiën, met zijn datum, in de aanhef van het ontwerp te vermelden.

.../...

c) Vereist is ook het akkoord van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort. Artikel 8, 3, van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 schrijft die formaliteit voor waar het gaat om "het stellen vam organieke regelen inzake toelagen, vergoedingen of voordelen in natura ten laste van de Schatkist".

Het ontwerp moge nog aan de Ministerraad voor advies voorgelegd zijn, volgens de geldende bepalingen ontslaat dat advies evenwel niet van enige andere formaliteit en betekent het op zichzelf niet noodzakelijk dat de Minister van Financiën of de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, zijn akkoord heeft gegeven. Vaak zal dat akkoord weliswaar uit de beraadslaging in Ministerraad blijken. Toch moet dat in ieder afzonderlijk geval worden nagegaan.

Wel zijn de formaliteiten inzake administratieve en begrotingscontrole uitsluitend in het belang van het bestuur voorgeschreven, maar de rechtsgeldigheid van een rechtshandeling hangt niet af van de inachtneming ervan. In zijn advies over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 is geworden, heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, daaraan herinnerd. Dat het verzuim van de in evengenoemd besluit voorgeschreven formaliteiten niet tot nietigverklaring van een akte kan leiden, betekent echter niet dat de Regering die voorschriften niet behoeft in acht te nemen. Wellicht kan worden beweerd, dat de

.../...

in het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 voorgeschreven formaliteiten, gevoegd bij de in artikel 6 van de wet van 20 juli 1961 bepaalde medeondertekening door de Minister van Financiën, erop neerkomen al te omslachtige administratieve procedures in te stellen. Mocht de Regering er zo over oordelen en vereenvoudiging van die procedures gewenst achten, dan zou zij de thans geldende bepalingen daartoe moeten wijzigen.

III. Inrichting van de teksten.

Het ontwerp beoogt, het koninklijk besluit van 23 september 1953 houdende organisatie van de diensten van de Eerste-Minister te wijzigen door invoeging van een artikel 1bis.

1° Het opschrift van het koninklijk besluit van 23 september 1953 was niet juist, want dat besluit bevatte van meet af aan alleen bepalingen betreffende het kabinet van de Eerste-Minister en het secretariaat van de Ministerraad. Het organiseerde dus op verre na niet alle diensten van de Eerste-Minister.

Om dit te verhelpen, vulle men het ontwerp aan met een bepaling, die het koninklijk besluit van 23 september 1953 een juist opschrift geeft. Evenzo ware het gewenst, de artikelen 2 en 3 van dat besluit, die door

.../...

het koninklijk besluit van 9 december 1954 houdende wijziging van de personeelskaders van de diensten van de Eerste-Minister (Belgisch Staatsblad van 17 december 1954) stilzwijgend zijn opgeheven, uitdrukkelijk op te heffen.

2° Zoals de Raad van State, afdeling wetgeving, reeds heeft opgemerkt, in zijn advies over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 23 september 1953 is geworden, verdient het aanbeveling de besluiten, die de diensten van de Eerste-Minister betreffen, te groeperen. Om aan te tonen hoezeer die teksten thans verspreid liggen en hoe weinig overeenstemming ze vertonen, kan worden volstaan met het vermelden van het besluit van 28 december 1953 houdende vaststelling van het organiek kader van de diensten van de Eerste-Minister, het besluit van 3 februari 1961 houdende organisatie van de diensten van de Eerste-Minister en het besluit van 2 mei 1961 tot regeling van de uitoefening van het ministerieel gezag over de diensten van de Eerste-Minister, aangevuld bij het koninklijk besluit van 13 december 1961 tot instelling van een dienst van de algemene stagemeester. Omwerking van die teksten ware dan ook ten zeerste gewenst.

3° Ook de bepalingen in verband met de ministeriële kabinetten zijn ingericht op een manier die te wensen overlaat. Een aantal daarvan, die betrekking hebben op de leden van de kabinetten van de Eerste-Minister, staan in het besluit van de Regent van 20 juni 1946, andere zijn ingevoegd in het koninklijk besluit van 23 september 1953, dat het ontwerp bedoelt aan te vullen.

.../...

De bepalingen van het besluit van de Regent van 20 juni 1946 voldoen klaarblijkelijk niet meer aan de huidige behoeften, aangezien artikel 14bis, dat daarin bij koninklijk besluit van 23 februari 1962 is ingevoegd, het mogelijk maakt, "met het akkoord van de Ministerraad", van om het even welke bepaling van dat besluit af te wijken.

Een herziening van de teksten betreffende de ministeriële kabinetten lijkt dus evenzeer gewenst.

\+

\+ \+

Voorts zijn bij het ontwerp een aantal vormopmerkingen te maken.

Met inachtneming van hetgeen zoëven is uiteengezet, stelt de Raad van State de hiernavolgende tekst voor :

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 23 SEPTEMBER 1953 HOUDENDE ORGANISATIE VAN DE DIENSTEN VAN DE EERSTE-MINISTER.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet !

Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet ;

Gelet op het besluit van de Regent van 20 juni 1946 houdende bepaling van de inrichting en de werking van de ministeriële kabinetten ;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 23 september 1953 houdende organisatie van de diensten van de Eerste-Minister, gewijzigd bij koninklijk besluit van 15 mei 1957;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 december 1954 houdende wijziging van de personeelskaders van de diensten van de Eerste-Minister;

Overwegende dat de thans geldende bepalingen van het koninklijk besluit van 23 september 1953 alleen de kabinetten van de Eerste-Minister betreffen en dat het opschrift van dat besluit dienovereenkomstig moet worden gewijzigd;

Overwegende dat het eveneens geboden is, de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 23 september 1953, die bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 december 1954 reeds stilzwijgend zijn opgeheven, uitdrukkelijk op te heffen;

Overwegende dat het noodzakelijk is, de vergoedingen van de opdrachthouders en adviseurs van de kabinetten van de Eerste-Minister vast te stellen;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

.../...

Gelet op het akkoord van de Minister van Financiën, gegeven op ...;

Gelet op het akkoord van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, gegeven op ...;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste-Minister en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Het opschrift van het koninklijk besluit van 23 september 1953 houdende organisatie van de diensten van de Eerste-Minister wordt door de volgende tekst vervangen : "Koninklijk besluit betreffende de kabinetten van de Eerste-Minister".

Artikel 2.-

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 23 september 1953 betreffende de kabinetten van de Eerste-Minister wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2. De bezoldiging van de opdrachthouders en adviseurs van de kabinetten van de Eerste-Minister wordt als volgt vastgesteld :

.../...

1° indien zij Rijksambtenaar zijn, genieten zij verder hun wedde en ontvangen zij bovendien een kabinetsvergoeding die niet hoger mag liggen dan die, welke artikel 10 van het besluit van de Regent van 20 juni 1946 houdende bepaling van de inrichting en de werking van de ministeriële kabinetten aan de adjunct-kabinetschef verleent;

2° indien zij geen Rijksambtenaar zijn, ontvangen zij een als wedde geldende vergoeding bepaald binnen de grenzen van de schaal, toegekend voor de aan verscheidene Ministeries gemene graad van adviseur.

In afwijking van het eerste lid, 2°, en met het akkoord van de overheid onder wie zij ressorteren, genieten de opdrachthouders en adviseurs van de kabinetten van de Eerste-Minister die geen Rijksambtenaar zijn maar reeds uit de Schatkist of door een instelling van openbaar nut worden bezoldigd verder hun wedde en ontvangen zij bovendien een kabinetsvergoeding.

De kabinetsvergoeding mag niet hoger liggen dan die welke artikel 10 van het besluit van de Regent van 20 juni 1946 aan de adjunct-kabinetschef verleent. De wedde die de belanghebbende blijft genieten, wordt terugbetaald aan de dienst waartoe hij behoort, met dien verstande dat het terug te betalen bedrag het maximum van de schaal van de aan verscheidene Ministeries gemene graad van adviseur niet mag overschrijden. Het daartoe nodige bedrag wordt aangerekend op de begroting van de dienst van de Eerste-Minister".

.../...

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.